

« NATIONALISTES ET NATIONAUX (1870-1940) » : Relire HENRI GUILLEMIN ...

*Exposé présenté en juin 2016 aux Entretiens Henri Guillemin
par Jean-Amédée LATHOUD, Secrétaire de l'association*

Publié en 1974 chez Gallimard dans la collection « Idées » et réédité par les éditions UTOVIE en 2012, « Nationalistes et Nationaux, la droite française de 1870 à 1940 » est un ouvrage passionnant lire à un moment de notre histoire où, comme depuis le début de la III^e République jusqu'en 1940, l'extrême-droite pèse lourd dans notre république, minée par la crise sociale et les défaillances des partis. Comme avant hier, on invoque encore pour éloigner les tentations populistes, les « valeurs de la République » et le nécessaire renouvellement d'une classe politique usée...

Dans ce livre on retrouve Henri Guillemin, tel qu'en lui-même... avec son refus des mensonges de l'histoire conventionnelle, et son hostilité aux « possédants ». Son réquisitoire est implacable contre les notables de droite et ...de gauche. Mais Henri Guillemin, au détour de sa démonstration nous livre avec sa plume acérée un témoignage très personnel sur des événements vécus ou des personnalités qu'il a côtoyées.

Alors, peut-on juger le procureur Henri Guillemin ? Ses points de vue sont toujours passionnants, ses trouvailles de style sont souvent jubilatoires. Toutefois si ce livre a été lors de sa publication admiré ou critiqué, il reste, malgré les insuffisances de ses sources ou ses points de vue tranchés, particulièrement nécessaire à notre temps de crise morale et politique.

I. Henri Guillemin, tel qu'en lui-même...

Dans la ligne de ses précédents ouvrages historiques, Henri Guillemin milite pour que « l'Histoire (entre) dans la voix des aveux » (Victor Hugo), ne laisse pas une image truquée de ce qu'était la France. Il sait que ses adversaires vont juger son « essai simpliste et grossier, tendancieux et manichéiste ». Il reconnaît : « oui, j'ai travaillé volontairement à gros traits pour m'en tenir à l'essentiel » c'est à dire, pour la politique intérieure, à « la question de l'argent » (p.475, 476).

Les classes dirigeantes, pacifistes de 1870 à 1888 environ, chauvines et bellicistes ensuite pendant presque 50 ans, sont redevenues férues de la paix à outrance –surtout à partir de 1936- et tout cela « dans un constant souci de sauvegarde de leurs privilèges. »

Henri Guillemin nous prévient que les manipulateurs de l'opinion ne souhaitent pas qu'un éclairage trop vif soit porté sur leur étrange politique extérieure.

Il explique qu'il s'est concentré sur le jeu des « Nationaux » mais « si courageux qu'aient été, dans la Résistance, tant de militants communistes, (Henri Guillemin) ne saurait (t) oublier les mobiles tactiques où puisait sa raison d'être ce « patriotisme » insolite, effervescent, recommandé par le Parti et réclamé plus tard par lui comme une sorte d'exclusivité. »

Car, à part Jean Jaurès et Léon Blum (p. 246), peu de responsables politiques de droite bien sûr, mais aussi de gauche sous la III^e République, trouvent grâce aux yeux d'Henri Guillemin.

Jules Ferry est un « Falloux laïc » (p. 24), qui pour défendre les intérêts qu'il soutient et détourner les pauvres de la question sociale, utilise l'anticléricalisme, le patriotisme et l'impérialisme (p. 27) ; Clémenceau, « un rebelle qui change de camp, pour devenir premier flic de France » (p.82, 86, 87) ; Herriot, « un tempérament d'apparence belliqueuse ; en apparence seulement » « maire de Lyon depuis 1905 (...) avec l'autorisation discrète des affairistes locaux » ; il faisait de « grands discours où ruisselait le verbalisme » (p.192) ; Briand quant à lui a conquis l'estime des gens de biens, depuis que ministre en 1907 il s'est opposé au syndicalisme chez les fonctionnaires et, président du Conseil, a renoncé à l'impôt sur le revenu (p.87) ; Caillaux initiateur de cet impôt, bénéficie de l'estime d'Henri Guillemin pour sa ténacité, encore qu'il cite à son sujet Bernanos qui, en 1938, le jugeait « champion sénatorial des bons riches » (p.456) !

Mais au delà de son refus des lieux communs sur les gloires républicaines usurpées, Henri Guillemin nous livre, à l'appui de ses démonstrations, au fil des pages de « Nationalistes et Nationaux », de nombreuses « choses vues » qui permettent de découvrir un certain nombre d'éléments autobiographiques particulièrement émouvants.

Il évoque ses souvenirs d'enfance à Mâcon avant 1914, applaudissant avec émotion la « clique » du 134^e régiment d'infanterie (p.96), les témoignages des permissionnaires de retour du Front en 1915 (p.159, 160), les camarades de Normale Sup. en 1923 (p.26), un meeting de Edouard Herriot (p.192), sa présence au congrès international pour la paix de Bierville en 1926 organisé par Marc Sangnier, où il avait applaudi Briand et Stresemann ; l'enthousiasme du 14 juillet 1935 « inoubliable pour qui l'a vécu » et qui annonçait le Front Populaire (p.242) ; la gabegie des militaires en 1939 et 1940 (p.349) : les soldats « débraillés, hargneux, à deux doigts de la mutinerie, vus à la gare de Bordeaux le 26 mai 1940 (p.409) ; « la chemise douteuse, le costume fripé, la poignée de main molle » de Pierre Laval et « le regard sec, fermé, muré » de Pétain, croisés devant l'Hôtel de ville de Bordeaux le 16 juin 1940 (p.427) ; l'ambiance dans les rues de Bordeaux à l'annonce de l'Armistice (p. 410,411) ; « le visage illuminé, les yeux étincelants, le rire torve » de Philippe Herriot « pérorant » à deux pas de lui le 25 juin à Bordeaux, place de la Cathédrale » (p.457).

Le réquisitoire que présente Henri Guillemin contre les responsables politiques de la III^e République est implacable.

Il dénonce bien sûr avec véhémence la versatilité de la droite, militant pour la paix à tout prix en 1870, devenant nationaliste et belliqueuse dans les années 90 pour redevenir pacifiste avant 1940, au gré de ses intérêts. Il souligne son refus permanent de la réforme fiscale et son opposition au programme social du Front Populaire. Il dénonce sa complaisance à l'égard de Mussolini et de Hitler, remparts contre le Bolchevisme. Il accuse « les deux cents familles », le comité des Forges, le Conseil de la Banque de France. L'influence néfaste de Charles Maurras et de l'Action française sur les élites de notre pays est rappelée. Mais Henri Guillemin raconte aussi avec beaucoup de talents les dédales de la politique belliciste de Raymond Poincaré avant 1914, son

opposition à Caillaux, les arrières-pensées du Maréchal Pétain et son accès calculé au pouvoir en 1940.

Henri Guillemin accuse aussi les hommes de gauche acquis à l'Argent. Les dérives des radicaux dans la « république opportuniste » sont connues : l'affairisme (p. 217, 218), l'anticléricalisme, car « casser les burettes, détourne les exploités de s'en prendre aux coffres-forts » (p.22, 84), le colonialisme et le chauvinisme qui empêchent le débat public de s'orienter sur les nécessaires réformes sociales. Il déplore l'absence de renouvellement du personnel politique au parti radical (p.84), la médiocrité des diplomates (p.83), les lamentables péripéties du parlementarisme de l'entre deux guerres, les erreurs considérables du traité de Versailles, l'hostilité catastrophique à l'Allemagne après 1918,

Henri Guillemin a des développements très sévères contre les responsables de notre pays (« une France sans âme » p.339), incapables d'entreprendre les réformes sociales profondes dont il avait besoin (p.234, 246). Il faut reconnaître que ses accusations au fil d'une démonstration haletante et dramatique, font souvent mouche...

2. Mais peut-on juger le procureur Henri Guillemin ?

Pour un lecteur d'aujourd'hui le récit historique et politique de Henri Guillemin est formidable par son caractère haletant et passionné. La sincérité de l'auteur est totale. Au hasard des pages, on est tout d'abord frappé par les trouvailles de style : « on pense argent et on parle Patrie », « l'Argent roi clame à pleins poumons, Vive la République » La férocité de certains portraits est jubilatoire : le portrait-charge que Guillemin fait de Jules Ferry (pages 24, 25) explique la détestation de Mona Ozouf à l'encontre de l'historien mâconnais. Albert Thibaudet, le critique littéraire bourguignon de la NRF est croqué : « faux paysan du Danube, « radical » évolué et qui veillait à rester dans le vent, rejoignait chaque jour les jeunes loups de l'extrême droite » (p.239). Guillaume II est un « malade, un névropathe, épris d'attitudes théâtrales et d'uniformes resplendissants, capable de propos insanes et d'une prudence craintive en même temps...velléitaire, d'un jour à l'autre contradictoire... » (p.106, 132) »

Comme à son habitude, Guillemin cite minutieusement ses sources : articles de journaux mais surtout Beau de Loménie, Bainville, Amouroux, Gaxotte, Paul Raynaud, Fabre-Luce, de Kerillis, Isorni...historiens démodés classés à droite, qui certes donnent à l'auteur des « munitions » pour tirer sur ses adversaires. Mais ce dernier ne cite pas d'historiens de la gauche ou de l'histoire sociale. Il n'évoque pas d'archives, seulement de rares extraits de correspondances...

On est frappé par les multiples références de Henri Guillemin à Bernanos, celui qu'il nomme « le démolisseur des impostures, le pamphlétaire au cœur pur, la droiture même » (HG, Le Monde, 1/4/1988). Henri Guillemin reprend à son compte les accusations de l'auteur de « La grande peur des Biens Pensants » ou de « Scandale de la Vérité » : « la Patrie aux « Nationaux », c'est l'Eglise aux bigots ; autrement dit la promesse d'un désastre » (p. 299). « L'union des honnêtes gens, c'est le masque habituel, l'habituel truchement de l'union des gens d'affaires » (p. 231, 232, 235). « Là où est la propriété, là est le pouvoir...chez la plupart de nos contemporains, la distinction du possédant et du non-possédant finit par tenir lieu de toutes les autres »

(p.275, 276, 298, 299). Ces multiples références à Bernanos qu'il aimait profondément seront reprises quelques années plus tard, par Henri Guillemin dans « Regards sur Bernanos ».

Lors de sa publication en 1974 « Nationalistes et nationaux (1870-1940)» ne laisse pas indifférente la critique. Roger Martelli, du PCF évoque dans les « Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez » (1975 n°11, p.179-180), « un livre fougueux, polémique, sympathique, un réquisitoire impitoyable ». Mais il reproche à Henri Guillemin de s'être privé d'une « analyse plus globale à l'échelle de l'impérialisme. ». Il regrette que l'auteur ne « pose pas avec plus de force le problème des mouvements populaires, de l'intervention des masses, qui contribue à modifier les rapports de force et donc l'intervention politique de la bourgeoisie... »

Loin du dogmatisme scientifique communiste de l'époque, François Mitterrand alors premier secrétaire du Parti socialiste, souligne dans l'Unité (18/4/1975) que « Henri Guillemin a écrit un livre indispensable à partir duquel il nous reste à rire pour épargner notre colère » ; la thèse d'Henri Guillemin : « pour les bons esprits de la classe dirigeante coffre-fort et patrie vont de pair », François Mitterrand l'approuve « pour avoir vu quelques tristes valets du temps de l'occupation allemande ». Toutefois il remarque que Henri Guillemin, s'il déplore les échecs et les reculs de la gauche, « ne tient pas compte autant qu'il le faudrait des conditions économiques du moment et du degré d'évolution des antagonismes sociaux. Tout n'est pas toujours possible tout le temps... Je serais plus indulgent que Guillemin, pour les tâtonnements encore impuissants des forces populaires ». L'auteur de « Ma part de vérité » conclut en jugeant que l'ouvrage « s'il agace les dents, donne au moins de l'appétit » !

L'Unité, sous la plume de Jean Chérasse avait publié quelques mois plus tôt, le 20/12/1974, dans un article « Plaidoyer pour Henri Guillemin », un article très favorable à ce « petit livre très explosif » mais s'était indigné avec fureur que « la mafia des privilégiés de la culture-ceux qui savent- ait délégué l'un de ses éminents représentants pour jeter à bas l'iconoclaste ». Il visait un récent article publié dans Le Monde par René Rémond « un historien de droite, qui démonte avec une grande habileté – et une parfaite hypocrisie- comment Guillemin livre un combat d'arrière-garde et expose une thèse aussi périmée qu'inutile » !

En effet René Rémond avait signé dans le quotidien parisien du soir daté du 29 novembre 1974 une longue critique du livre, intitulée « Un réquisitoire contre les classes dirigeantes, Henri Guillemin accuse... ». Il soulignait que l'ouvrage d'Henri Guillemin était « passionné autant que passionnant, un récit à mi chemin de l'étude historique et du pamphlet ».

Mais sa critique exposait que chez l'auteur, les « classes dirigeantes » accusées étaient à géométrie variable : quelques individualités (exemple : Poincaré avec qui l'Allemagne est presque disculpée), puis la bourgeoisie, et à d'autres moments, la gauche avec presque toute la classe politique (Waldeck Rousseau et ses adversaires nationalistes, la chambre du Front Populaire). René Rémond regrettait le simplisme de la thèse d'Henri Guillemin : selon lui la sauvegarde des privilèges et la défense des intérêts de classe, la peur sociale, s'accompagneraient d'une lucidité et d'un machiavélisme de tous les instants. Pour l'historien des droites, cette analyse d'une stratégie savante et préméditée pêchait par un excès de rationalité. Il soulignait que l'explication marxiste

distingue la force objective des positions et les intentions, ce qu' Henri Guillemin n'avait pas suffisamment fait. Il est encore excessif de soutenir que « le peuple est toujours trompé par le cynisme des uns et l'aveuglement des autres. »

Le politologue exposait enfin que l'histoire intellectuelle et culturelle est absente de la reconstitution de Henri Guillemin : celui-ci « ne fait pas la part des sentiments, des traditions culturelles, des courants de pensée, des idéologies... » .

Aujourd'hui examinées avec le recul, un certain nombre de ces critiques pertinentes ne justifiaient peut être pas l'agressivité de Jean Chérasse dans l'Unité à l'encontre de René Rémond.

Tout de même, l'auteur des « Droites en France » tançait sévèrement Henri Guillemin, ancien élève de l'Ecole Normale supérieure et agrégé de l'Université, d' « entretenir un certain conformisme en ignorant les travaux qui tendent à élargir la perspective ». Est-ce si vrai ?

En effet le jeune historien américain Robert Paxton, dans « La France de Vichy » publiée en 1973, venait de soutenir que Pétain non seulement avait collaboré avec les nazis mais avait même devancé leurs désirs et souhaité s'associer à l'Ordre Nouveau.

Mais Henri Guillemin citait « la France de Vichy » à la fin de son livre publié en 1974 et concluait à la dernière ligne de l'ouvrage, page 473, que Paxton écrivait avec justesse : « Des mesures draconiennes prises par une bourgeoisie effrayée, voilà qui pourrait être une bonne définition du fascisme. En ce sens Vichy est fasciste ».

Il faut lire Henri Guillemin... jusqu'à la dernière ligne !